



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/L-AFP-doit-rompre-son-accord-avec-Getty-Images-SNJ-CGT>

L'AFP doit rompre son accord avec Getty Images (SNJ-CGT)

- Les médias - Agences de presse - Vers une réforme du statut de l'AFP ? -

- LES MEDIAS -

Date de mise en ligne : mercredi 29 août 2012

Description :

... Propriété, désormais, du fonds d'investissement américain Carlyle

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous publions ci-dessous un communiqué du SNJ-CGT (Acrimed)

George Bush père et fils, Frank Carlucci, l'ex-directeur adjoint de la CIA, John Major, l'ex-premier ministre britannique, George Soros, Olivier Sarkozy et tous leurs semblables se frottent les mains : le fonds d'investissement américain Carlyle, connu comme étant lié au complexe militaro-industriel américain, continue à étendre son empire.

Durant la même semaine du 15 août, il a annoncé l'achat à la Société Générale du gestionnaire d'actifs américain TCW, de 13,5 % de Meinian Onehealth, le plus grand fournisseur de soins de santé préventive en Chine, puis de l'agence de photo et vidéo Getty Images.

Cette agence de photos spécialisée dans l'illustration « générique » et le magazine, créée à l'origine par le milliardaire américain Mark Getty, a été rachetée pour un montant de 3,3 milliards de dollars à la société d'investissement Hellman & Friedman par ses fondateurs et dirigeants ainsi que par le fonds Carlyle. La part de ce dernier dépasse légèrement les 50%, ce qui lui donne le contrôle de Getty Images.

Depuis 2002, Getty et l'AFP sont partenaires suite à un accord de délégation de couverture. Ce contrat signé sous l'ère Eveno est toujours actif. Pourtant, la direction de l'AFP, qui se devrait d'être sourcilleuse sur les questions d'indépendance éditoriale inscrite dans le statut, n'a toujours pas réagi à l'annonce du rachat par le groupe étatsunien.

Carlyle gère les placements de 1400 investisseurs par le biais de 99 fonds d'investissement et de 63 fonds dites « véhicules » : fondé en 1987 avec 5 milliards de dollars, il avoue en gérer aujourd'hui 156 ; et il investit dans tous les secteurs, notamment celui de la défense. Pour créer, comme il le dit si bien, « de la valeur », c'est-à-dire des profits pour les investisseurs et actionnaires. Au détriment des salariés licenciés et de ceux qui, rescapés des plans sociaux, voient leurs conditions de travail se détériorer.

Le groupe Carlyle n'est pas un inconnu en France. En juin 1999, il avait injecté 26,5 millions dans le *Figaro* ; il était ressorti en 2002 avec un joli bénéfice. Mais le plus scandaleux reste celui des locaux de l'Imprimerie nationale, achetée 85 millions en 2003 à l'Etat et revendue quatre ans plus tard 376,5 millions (après des travaux pour un montant de 120 millions). Bénéfice : 171,5 millions (à la charge du contribuable français !).

Autre belle opération pour Carlyle : le rachat de la presse professionnelle de Vivendi en 2002 et la revente à la découpe (le groupe Moniteur à Sagard en 2004, La France agricole en 2005, le groupe GISI à ETAI ainsi que le groupe Tests à Nextradio en 2007). Le bénéfice est resté confidentiel...

Getty Images a connu des hauts et des bas, mais a réussi à complètement déréguler le marché de la photographie de presse, notamment en commercialisant des photos libres de droits (photos d'amateurs), se spécialisant dans la photo dite d'illustration et de magazine et en cassant les statuts sociaux. Ce qui n'est pas sans déplaire à certains des hiérarques rédactionnels de l'AFP.

Carlyle envisage aussi le développement des activités de Getty Images en Asie et en Amérique latine, où, selon un de leur porte-parole l'agence est « sous-représentée » et a en vue une « expansion numérique et géographique en Asie ».

L'AFP doit rompre son accord avec Getty Images (SNJ-CGT)

Les salariés de Getty et les reporters-photographes ont raison d'avoir toutes les craintes pour leur avenir et celui de leur profession.

Pour le SNJ-CGT, il serait temps pour l'AFP de rompre son accord avec Getty Images et son nouveau propriétaire à l'éthique et aux principes peu scrupuleux. Sinon les dérives déontologiques et de choix de "couverture", dénoncés régulièrement par les photojournalistes, risquent de s'accroître. Au détriment d'une information complète et sourcée auquel a droit chaque citoyen.

Montreuil, le 23 août 2012